

## Plus de milliardaires et plus de pauvres, l'inégalité défi de notre temps.

« Le défi de notre temps c'est l'inégalité » a déclaré le Président américain, Barack Obama. Cette observation résulte du fait que le monde entier produit de plus en plus de richesses et en même temps de plus en plus de pauvres. Ainsi, le classement annuel du magazine « Forbes » fait apparaître qu'en 2013 le monde comptait 1 645 milliardaires en dollars soit 15 % de plus que l'année précédente qui possédaient un montant global de 6 400 milliards en augmentation de 19 %.

Parallèlement donc la pauvreté s'accroît, tout le monde est à même de le constater. Un sondage effectué à la demande du Secours catholique auprès de 400 maires à la veille des élections municipales établit que 80 % d'entre eux ont vu le nombre des personnes en situation de pauvreté augmenter ces dernières années. Dans les catégories les plus atteintes : les femmes seules avec enfants et les jeunes sans emploi. Ce qui conduit, selon les maires, à une dégradation du lien social. D'où le rôle accru de la vie associative et pour nous, de nos amicales et de l'Union des Sociétés Bretonnes dans l'ensemble.

La croissance des inégalités inquiète certaines personnalités, y compris au sommet de la finance mondiale. Ainsi Christine Lagarde, directrice générale du Fonds Monétaire International (FMI) a fait une mise en garde à destination des financiers et leaders politiques réunis à Davos. « Les entrepreneurs et leaders politiques du Forum de Davos, a-t-elle déclaré, devraient se rappeler que dans trop de pays la croissance ne profite qu'à trop peu de gens ».

L'inquiétude grandissante est évidemment perçue par les élus à tous les niveaux. Ainsi l'ancien maire d'Auray, Michel Le Scouarnec, sénateur du Morbihan relate ses rencontres avec les citoyens dans ses permanences hebdomadaires : « Une population en proie aux doutes, aux interrogations et quelquefois à la perte d'espoir. » Et il ajoute à destination du pouvoir : « Cette détresse doit nous alerter sur la réalité sociale du pays. C'est le signal d'alarme d'une situation qui ne peut plus durer et dans laquelle le gouvernement devrait jouer un rôle majeur pour redonner confiance et mettre en œuvre la devise républicaine, « Liberté, Égalité, Fraternité ». »

La Direction de la Recherche, des Études et de l'Évaluation et des Statistiques (DREES) a procédé à une étude sur les conditions de vie de 8 450 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS). Il en résulte que « Percevoir

un revenu minimum garanti ne permet pas toujours de vivre décemment. 57 % des bénéficiaires sont pauvres en terme de conditions de vie. 20 % des bénéficiaires sont contraints de se priver en matière d'alimentation ... En matière d'habitat, un sur quatre n'a pas son propre logement, 18 % ont renoncé à consulter un médecin. »

La pauvreté pose évidemment la question de la Sécurité Sociale et de son évolution. Un ouvrage vient de paraître à ce sujet écrit par la sociologue Colette Bec : « La Sécurité Sociale, une institution de la démocratie » aux éditions Gallimard. Dans une interview au journal « Le Monde »,

elle explicite le sens de son ouvrage en ces termes : « La naissance de la Sécurité Sociale ne se comprend qu'en référence à cette ambition d'organiser une société sur des bases justes et solidaires, qui permettent aux citoyens d'exercer vraiment leur liberté. La Sécurité Sociale est, en cela, proche d'une institution comme l'école : elle est pensée pour affranchir les individus des déterminismes. Il ne s'agit donc plus seulement de protéger le monde du travail mais la société entière. »

C'est là l'esprit même du texte adopté voici soixante dix ans par le Conseil National de la Résistance et publié sous le titre « Les jours heureux ». Dans le domaine social il stipulait la création « d'un plan complet de sécurité sociale visant à assurer à tous des moyens d'existence au cas où ils seraient incapables de se les procurer par le travail, avec gestion par les intéressés et l'État. » A l'époque où il fut adopté par l'Assemblée nationale, en 1945, la France sortait de la guerre et était moitié moins riche qu'aujourd'hui. Depuis les milliardaires sont devenus plus nombreux et la pauvreté s'accroît. C'est bien cette spirale infernale d'accroissement de l'inégalité qui est « le défi de notre temps ». Et comme les défis sont faits pour être relevés on peut considérer que la simple reconnaissance de son existence est un signe qui ne sera pas sans lendemain. L'espoir réside dans le fait que le plus grand nombre sera appelé un jour à donner force de loi à la démocratie sociale.



Par Jean Le Lagadec